

Gilets Jaunes contre oligarchie et « peste bleue », généalogie d'une guerre ouverte

Publié le [9 juin 2019](#) par [zevengueur](#)



Comme le souligne Emmanuel Todd [1], les dissidents de la pensée unique politico-médiatique avaient presque perdu l'espoir que le peuple Français ait conservé sa capacité à se soulever contre ses oppresseurs. La révolte des gilets jaunes fut donc la bonne surprise de la fin d'année 2018 et une certaine fierté peut en être tirée après toutes ces années de soumission à la dystopie mondialiste.

Ce mouvement n'est donc que l'aboutissement d'un demi-siècle d'une politique des petits pas ayant consisté à hypothéquer la démocratie au profit des puissances financières et au détriment des intérêts de la grande majorité de la population.

Le principal vecteur de cette tyrannie est le machin supranational appelé « Union Européenne » construit ex-nihilo à partir de la fin de la guerre.

Les traités européens ratifiés dans le cadre de cette « peste bleue » sont la source de la plupart des problèmes majeurs ayant induit l'explosion récente du mouvement des gilets jaunes.

Mais d'où viennent donc les concepts fondateurs de l'idéologie inspiratrice de ces traités ?

Nous allons voir que la racine du mal tire sa source d'un contexte géopolitique ayant fait des États-Unis d'Amérique la principale superpuissance à la sortie de la guerre, cette dernière a alors profité d'une fantastique opportunité pour imposer son modèle idéologique en commençant par l'Europe de l'ouest.

A l'instar de celle de l'Union Soviétique, cette idéologie contenait cependant les germes endogènes de sa propre destruction. Historiquement, cette dernière prend sa source dans le modèle anglo-saxon et plus précisément dans sa déclinaison américaine avec la croyance de cette nation en une « destinée manifeste ».

Avant d'aller au-delà, il est nécessaire de comprendre le système de pensée américain.

Le modèle américain et la « destinée manifeste »

Au XVII^e siècle, les britanniques ont dans un premier temps fondé sur la côte est du continent américain leurs fameuses treize colonies.

Dans un second temps, les colons ont entrepris la célèbre conquête de l'ouest afin d'étendre leur contrôle sur

de nouvelles terres.

Point de détail, ces dernières étaient déjà occupées par la population autochtone amérindienne. La question fut rapidement résolue par l'éradication des gêneurs afin de prendre possession de leurs territoires.

La nation américaine s'est donc construite sur l'acte fondateur du génocide de tout un peuple.

Les succès sanglants de la conquête de l'ouest induisirent alors une sorte d'hubris avec le développement de la croyance des colons en un statut de « peuple élu » associée à la notion théologique d'une « [destinée manifeste](#) ».

Cette croyance mystique n'a jamais quitté les élites américaines à tel point qu'elle fut étendue à un projet d'hégémonie mondiale destiné à imposer par la ruse ou par la force le modèle américain à toute la planète.

Sociologiquement, ce modèle de souche culturelle britannique a été théorisé par Emmanuel Todd. Selon les travaux de ce dernier, il est basé sur une structure familiale de type « [Famille nucléaire absolue](#) » ou libertaire/inégalitaire. Autrement dit, dans un tel système, la liberté individuelle doit être totale et les inégalités sont parfaitement normales.

L'idéologie économique anglo-saxonne néolibérale, compatible avec ce modèle, fut quant à elle théorisée au début du XX^e siècle dans le cadre de l'[École de Chicago](#) par les célèbres [Milton Friedman](#) et [Friedrich Hayek](#).

En synthèse, les marchés privés étant considérés comme omniscients, tout doit leur être confié en ne laissant aux états supposés incompetents que des responsabilités minimum. Notons également que la nation américaine restera historiquement forte en dépit de son idéologie du tout privé.

La crise de 1929 induite par un libéralisme exacerbé fut cependant suivie par une période de régulation étatique emmenée par des économistes tels que [John Meynard Keynes](#). Le néolibéralisme ne tarda hélas pas à refaire surface avec le [colloque Lippmann tenu à Paris en 1938](#), ayant débouché sur les [accords de Bretton Woods](#) en 1944.

Ces considérations liminaires étant posées, nous pouvons commencer l'analyse de la situation et de ses causes en fixant le début de l'histoire à la débâcle de juin 1940.

Les racines du mal : la vassalisation américaine de l'Europe

Après la défaite militaire française des Ardennes contre les allemands, le combat aurait pu continuer dans les colonies. Cependant, le gouvernement [Lebrun](#) pris de panique confia avec l'aval du parlement les pleins pouvoirs à Pétain qui mit en place le régime de Vichy.

Dans une [grande tradition historique](#) [2], nous vîmes alors durant cette période l'[oligarchie nationale copieusement collaborer](#) avec l'occupant nazi.

En parallèle pendant le conflit, sous l'impulsion du général De Gaulle et de l'action de Jean Moulin, le célèbre [programme consensuel du CNR](#) fut élaboré afin d'être immédiatement appliqué à la libération.

Coté américain, n'oublions pas que le débarquement en Normandie n'avait pour but que d'éviter que l'Europe de l'ouest ne tombe entre les mains de l'URSS qui était en train de gagner la guerre [grâce à ses succès sur le front est](#).

Cependant, durant le conflit les américains ont vu leurs capacités industrielles exploser avec l'effort de guerre. Par ailleurs, contrairement aux autres nations, ils n'ont subi aucune destructions de leurs infrastructures.

L'URSS constituant une superpuissance affaiblie par la guerre, les États-Unis étaient donc devenus pour un temps la nation la plus puissante de la planète.

Il ne leur avait pas échappé que la fin du conflit représentait pour eux un [kairos](#), autrement dit il y avait là un moment unique leur permettant dans le cadre de la « destinée manifeste » de lancer leur projet d'hégémonie mondiale.

Instrumentalisant le débarquement en Normandie, les américains considérèrent que l'Europe de l'ouest avait une dette envers eux. En effet, il fallait lui faire payer le prix du sang pour leurs boys tués sur les côtes normandes ainsi que pour l'argent prêté un peu plus tard dans le cadre du plan Marshall.

L'Europe fut donc tout naturellement choisie comme zone pilote pour les objectifs de vassalisation mondiale de nos « alliés » américains.

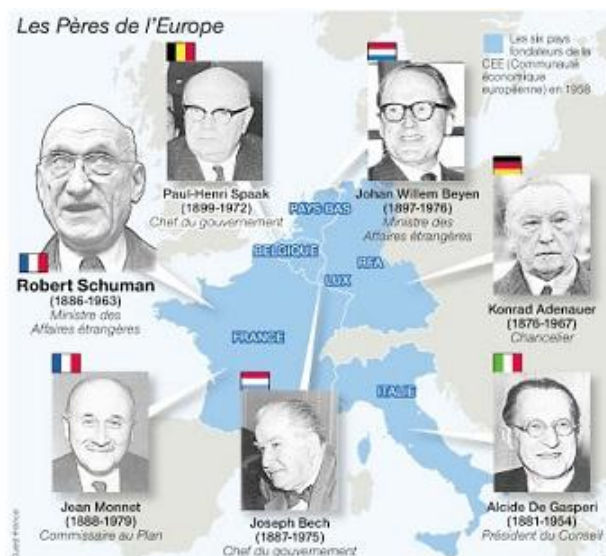
Autre point à remplir avant de lancer concrètement le projet, il fallait identifier un certain nombre de relais fiables dans les deux principales puissances européennes continentales.

Pour la France, le choix de [Jean Monnet](#) fut une évidence de part ses liens étroits avec l'establishment américain et la CIA, l'ex. collaborateur sans convictions personnelles du régime de Vichy [Robert Schuman](#) fut également de la partie. Pour l'Allemagne, on recycla l'[ancien nazi Walter Hallstein](#) qui devint plus tard le premier président de la commission européenne.



Walter Hallstein

Attribuons cependant une note positive au chancelier Konrad Adenauer qui œuvra avec Charles De Gaulle à la réconciliation France/Allemagne.



Pour en savoir plus sur ces fameux « pères fondateurs » de l'Europe, je renvoie aux travaux de [Jean-Pierre Chevènement](#), [Annie Lacroix-Riz](#), aux [analyses](#) de [François Asselineau](#) et surtout à l'excellent livre de Philippe De Villiers « [J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu](#) » [3].

Restait le problème de l'adhésion des peuples.

L'histoire du XX^{ième} siècle ayant montré que les régimes totalitaires (nazisme, fascisme, communisme) avaient leurs limites, il fallait trouver un moyen plus subtil d'assujettir les peuples à l'[idéologie néolibérale](#).

La fabrication du consentement

Les objectifs américains de l'après-guerre étaient clairs, mais il était au préalable nécessaire d'associer au projet un storytelling à destination des peuples qui n'auraient jamais accepté les véritables enjeux.

L'intellectuel américain [Walter Lippmann](#) (1889-1974), déjà évoqué, théorisa dans les années 20 le modèle de la « fabrication du consentement (des peuples) » dans le cadre des démocraties. C'est [Noam Chomsky](#) qui dénonça dans son [ouvrage paru 1988](#) la collaboration active des médias dans la mise en œuvre de ce processus.

(Voir également [ici](#) l'interview sur Thinkerview de la philosophe [Barbara Stiegler](#)).

On inventa donc une histoire lénifiante d'union supranationale des nations devant en principe éviter la répétition des conflits sanglants ayant marqué l'histoire de l'Europe.

Durant les décennies qui suivirent, cette idéologie anglo-saxonne allait faire des émules chez les classes dirigeantes qui n'eurent jamais conscience de ses véritables origines. Elle fit en particulier des ravages dans la technocratie française composée de hauts fonctionnaires en déficit d'idées personnelles dont le seul moteur était de faire carrière.

Nous avons donc un projet sur le long terme, une idéologie, des hommes de mains à la botte des américains et un plan de communication.

A partir de ce qui précède, le « sous-projet français » a cependant rencontré un obstacle de taille en la personne du général De Gaulle. Ce dernier fut le grain de sable ayant fait perdre plus de vingt années à la construction de cette entité supranationale de vassalisation de l'Europe.

De Gaulle, le CNR et le circuit du trésor

Après la guerre, le gouvernement provisoire De Gaulle applique le programme du CNR avec en particulier la mise en place d'un [système bancaire et financier au service de la collectivité](#) et piloté par l'état appelé « circuit du trésor ».

A la sortie de la guerre, la dette était d'un montant de 200% du PIB. Le circuit du trésor a permis de résorber cette dernière en moins de dix années grâce à une forte croissance et une inflation élevée mais maîtrisée.

Puis durant une trentaine d'années, ce système a permis d'éviter tout déficit public avant que l'oligarchie ne réussisse à le mettre au tapis au milieu des années 70 au profit d'un « circuit de la dette ».

Toute cette histoire est racontée dans l'article [ici](#) [4].

Ce premier acte de la reprise en main de la finance publique par des intérêts privés obligea donc l'état à financer ses éventuels déficits sur les marchés mondiaux, l'étape suivante consista à assécher ses sources de revenus.

Le départ de Charles de Gaulle fin 1946 et l'instabilité politique de la quatrième République permit au projet américain d'avancer avec la création de la [CECA](#) en 1952. Ensuite, la signature du traité de Rome entre les six pays du marché commun ouvrait la porte à de futures avancées supranationales.

Ce ne fut que le début d'une [politique des petits pas](#) [5] ayant progressivement retiré à l'état la plupart de ses moyens d'actions au profit d'intérêts privés. Cette politique s'illustra par la création d'institutions spécifiques qui allaient concerner un ensemble en expansion permanente de pays européens.

Traités européens et institutions supranationales

Le [traité de Rome de 1957](#) vit la création de la CEE et de la commission européenne.

La CEE était une zone de libre échange comprenant six pays signataires appelée « [Marché commun européen](#) ».

Cette première phase n'était pas incohérente car ces six pays souverains formaient une zone économique homogène. L'honnêteté intellectuelle impose de reconnaître que fut une réussite en ayant permis le développement des échanges dans la zone.

La lutte entre les tenants du supranationalisme et d'une Europe des nations défendue par Charles De Gaulle fit rage durant les années 1960. On citera en particulier le bras de fer entre ce dernier et la [commission Hallstein](#) avec la fameuse [politique de la chaise vide](#). Cette action d'éclat visait à s'opposer à une tentative « discrète » de la commission de faire passer le principe de prises de décisions à la majorité des états membres à la place de la règle l'unanimité.

Une politique européenne alternative fut alors proposée par De Gaulle qui tenta sans succès la mise en place d'une Europe des nations avec le [plan Fouchet](#).

Nouveau petit pas sous Pompidou qui fut responsable du premier élargissement de l'union avec l'entrée de la Grande Bretagne et de deux autres pays à l'issue d'un référendum, soit un total de neuf pays. (Premier accroc à la politique gaulliste qui ne voulait en aucun cas des britanniques dans l'union).

L'avancée suivante fut le fait de Valéry Giscard d'Estaing (VGE) en 1979 avec la création du [parlement européen](#) élu au suffrage universel à un tour selon un système de proportionnelle intégrale. Ce parlement était l'une des briques de la supranationalité qui n'allait pas tarder à devenir le [repaire des lobbyistes de tous poils](#) [6]. L'autre vice de ce parlement provient du fait que la commission européenne possède le monopole des propositions de lois. De plus son rôle est limité, il est seulement consultatif car en cas de rejet d'une proposition de loi par le parlement, le [Conseil \(des ministres\) de l'Union européenne](#) peut la valider quand même !

VGE termina son mandat sur un dernier faux pas, à savoir l'[entrée de la Grèce dans la CEE](#) en janvier 1981 juste avant la prise de pouvoir socialiste. En effet, l'économie de ce pays très en retard sur celles des autres membres n'était pas adaptée à cette zone de libre échange, la CEE comprend alors un total de dix pays.

En 1981, le gouvernement socialiste applique le programme commun avec une politique keynésienne de relance par la demande.

En 1983, après l'échec de sa politique de relance, François Mitterrand rêvait toujours de faire entrer son nom dans l'histoire. Il se mit à la recherche d'un nouveau projet politique d'envergure. Ce dernier, [trahissant au passage](#) les électeurs de gauche commença par instaurer une politique de rigueur.

Son choix se porta ensuite sur les concepts défendus par un grand adepte de « l'inspirateur » Jean Monnet, à savoir [Jacques Delors](#) avec sa croyance en des « vents dominants » de la mondialisation qui « se fera avec ou sans nous ».

Mitterrand fit également une autre faute en conditionnant la réunification allemande avec la création d'une monnaie unique pensant à tort que cette dernière allait « clouer la main de l'Allemagne sur la table de l'Euro ».

L'histoire a démontré la particulière incompétence des socialistes des années 1980 dans le domaine économique avec des erreurs majeures dont on paie encore le prix aujourd'hui.

Il y a consensus des économistes hétérodoxes pour considérer l'année 1983 comme origine de la lente descente vers une politique supranationale ultralibérale, source de la situation actuelle.

L'acte unique de Jacques Delors

Dans l'esprit des idéologues supranationalistes (et de l'oligarchie), le prérequis à une Europe fédérale était de supprimer toutes barrières au commerce et aux mouvements de capitaux.

Avant d'évoquer la plus grande bévue de Jacques Delors, il convient d'en citer une autre moins connue mais quasiment aussi grave.

En effet, en janvier 1984, [Delors abrogea la loi séparation bancaire](#) promulguée en 1945 par le général De Gaulle –[Glass-Steagall Act](#) à la française- qui interdisait aux banques de cumuler les activités spéculatives et commerciales. Il s'agissait pour Delors de « moderniser » le système bancaire avec la création de la « [Banque Universelle](#) ».

La porte était à nouveau ouverte à la spéculation dont les [risques étaient garantis par l'argent des particuliers](#) [7].

Venons en maintenant au fameux acte unique.

Dans le cadre du marché commun, le traité de Rome de 1957 n'engageait qu'à supprimer les droits de douane pour le commerce des marchandises.

L'[Acte unique](#) ratifié en 1986 *sans aucune consultation populaire* effectue une modification majeure de ce traité en autorisant la totale liberté de circulation pour :

- les personnes
- les marchandises
- les capitaux

Notons tout l'intérêt de l'acte unique pour un pays comme le Luxembourg, paradis fiscal au centre de l'Europe. Cet état allait pouvoir devenir un centre légal pour l'évasion fiscale des multinationales, sujet majeur qui ne sera révélé au grand public qu'en 2014 avec le [scandale des LuxLeaks](#).

Comme nous allons le voir plus loin, d'autres effets catastrophiques allaient exploser avec les élargissements ultérieurs de l'union qui allaient induire des délocalisations industrielles massives.

Mais au préalable, la dynamique de l'erreur étant bien enclenchée, il s'agissait de continuer avec la création d'une monnaie unique dans une zone économique hétérogène.

De Maastricht à la catastrophe Euro

Le [traité de Maastricht](#) ou [TUE](#) âprement discuté en 1992 avait pour but principal de préparer l'avènement de la monnaie unique avec l'[Union Économique et Monétaire \(UEM\)](#).

Il faut réécouter le [discours historique](#) du 05 mai 1992 de [Philippe Seguin](#) à l'assemblée (Archive vidéo [ici](#)) où il énumère point par point les risques induits par le traité de Maastricht. Tout ce qu'il annonçait s'est concrétisé au moment où Jacques Delors proclamait que la construction européenne allait créer au moins cinq millions d'emplois !

Il était déjà notoire à l'époque qu'une monnaie unique ne pouvait fonctionner dans une zone où les économies sont trop hétérogènes sauf en cas de transferts massifs de richesses, option complètement inacceptable pour l'Allemagne.

En effet, une monnaie unique revient à figer les taux de changes entre les états, hors les économies des états de la zone euro sont trop divergentes pour supporter un tel système.

Le taux de change de l'Euro, trop bas pour l'Allemagne, favorise donc ses exportations à l'extérieur de la

zone.

Ce même taux de change est trop élevé pour les pays du sud dont la France, il pénalise donc les exportations de ces derniers.

Quant aux échanges internes à la zone Euro, la fixité des parités favorise également fortement l'Allemagne par rapport aux pays du sud puisque ces derniers, ayant une économie différente, ne peuvent plus dévaluer leur monnaie pour corriger l'apparition d'importants déséquilibres des échanges.

En synthèse, la monnaie unique favorise les exportations de l'Allemagne aussi bien dans la zone Euro qu'à l'extérieur et à l'inverse pénalise celles de la France. En témoigne les excédents commerciaux monstrueux de l'Allemagne et les déficits colossaux de la France.

La chute de l'activité industrielle nationale au profit de l'Allemagne (et des pays à bas salaires) a entraîné celle des rentrées fiscales et contribué à l'explosion du chômage.

Cette analyse est [partagée par des prix Nobel d'économie](#) tels [J. Stiglitz](#) et [P. Krugman](#).

Pour corriger les déséquilibres, la France ne pouvant dévaluer sa monnaie n'a eu d'autre choix que de dévaluer les salaires et de supprimer des emplois, cela a provoqué l'augmentation des dépenses liées au chômage.

Les recettes ont de leur côté diminué avec les cadeaux fiscaux aux entreprises et l'évasion fiscale de ces dernières.

Augmentation des dépenses et baisse des recettes ont sans surprises induit des déficits budgétaires et donc une dette en croissance permanente.

En 20 ans, les pertes et profits occasionnés par la monnaie unique ont été [chiffrées par le Centre de politique européenne de Fribourg](#) (CEP), chaque français aurait ainsi perdu environ 56 000 euros en moyenne alors que chaque allemand aurait gagné 23 000 euros.

Les élargissements inconsidérés de l'UE et l'OTAN

Après la dissolution de l'URSS en 1990, l'alliance militaire atlantique [OTAN](#) n'avait plus de raisons d'être. Cependant, l'[état profond américain](#) [8] devant continuer à justifier ses [colossales dépenses militaires](#) avait besoin de fabriquer des ennemis de toutes pièces. La Russie post-soviétique non belliqueuse et respectueuse du droit international fut désignée d'office.

Dans le cadre de la doctrine de vassalisation de l'Europe, malgré les [assurances données en 1990 à la Russie](#), l'OTAN a décidé de s'étendre à l'Europe de l'est. En effet, le 15 juin 2001 lors de son discours à Varsovie le président américain W. Bush se [prononce explicitement pour l'extension de l'OTAN à l'est](#). La conséquence fut qu'un certain nombre de petits pays d'Europe orientale se pressèrent au portillon pour entrer dans l'OTAN et...dans l'UE. Ces derniers considérant à tort ou à raison qu'il était judicieux de sous-traiter leur sécurité à l'empire contre leur soumission.

En Irlande, un référendum fut effectué en 2001 au sujet de l'élargissement. Après un résultat négatif on fit revoter les Irlandais qui cette fois votèrent « correctement » avec un « oui ».

Le 9 avril 2003, l'élargissement est finalement accordé à pas moins de 10 pays supplémentaires : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovaquie, Chypre, Malte. Dans ce groupe, on remarque une nouvelle série [de paradis fiscaux](#) tels que Chypre, l'Estonie, etc.

Avec l'Acte unique, les capitaux circulant librement pouvaient alors s'investir dans les pays à bas salaires afin de construire ou de délocaliser des usines. Les produits (biens) pouvaient ensuite être tout aussi librement exportés dans les pays où l'on avait fermé les usines !

Toutes ces [questions avaient été amplement explicitées](#) par le prix Nobel [Maurice Allais](#) qui avait démontré qu'une zone de libre-échange total ne pouvait fonctionner qu'avec des états ayant un contexte socio-économique très proche [9].

Les conséquences du couple « acte unique » et « élargissements » furent visibles avec les délocalisations industrielles vers les pays à bas salaires, l'augmentation du chômage et le rachat de grandes entreprises françaises stratégiques par des actionnaires étrangers comme le [scandale Alstom](#) [10]. Il favorisa également l'[évasion fiscales des multinationales](#) [11] lors des élargissements de l'union vers des paradis fiscaux.

Traité de Lisbonne : le coup d'état de 2008

En Europe, la démocratie subit un accroc sérieux avec les élargissements de 2001 imposés aux peuples. En mai 2005, le peuple français fut consulté par référendum sur la constitution européenne. Ce dernier fut rejeté par un [vote franc](#) à hauteur de 55% des voix en faveur du non.

Malgré ce résultat sans ambiguïté, la révision de la Constitution, préalable nécessaire à la ratification du [traité européen de Lisbonne](#), a été adoptée le 04 février 2008 par les sénateurs et les députés [réunis en Congrès à Versailles](#). Le 08 février, soit 4 jours plus tard, ce traité est [ratifié par le parlement français](#) ignorant superbement le vote référendaire. Ce dernier, copie conforme de celui qui fut rejeté en 2005 modifie en profondeur les deux traités existants, à savoir le [TFUE](#) et le [TUE](#). On remarque en particulier l'article 42 du TUE qui fait explicitement référence à l'appartenance à l'OTAN pour la politique de défense.

Dans son ouvrage « [Souveraineté, démocratie, laïcité](#) » [12] [Jacques Sapir](#) a effectué une analyse très poussée sur la question de la démocratie, de la souveraineté, de la légitimité de nos représentants et de leurs décisions. A partir de cette analyse, on peut sans ambiguïté parler de [coup d'état](#) [13] en 2008 qui signa l'arrêt de mort de la démocratie en France, depuis lors il n'y eut bien entendu plus aucun référendum.

Il est temps maintenant de faire une synthèse de situation.

40 ans de « peste bleue », bilan d'étape

Les trente glorieuses chronologiquement situées entre 1945 à 1975 s'illustrèrent par un âge d'or économique et social dans notre pays avec un contexte de quasi plein emploi, elles furent hélas suivies des quarante piteuses !

Première secousse en 1983 avec l'échec de la politique socialiste de Mitterrand suivi par l'acte unique ayant provoqué les premières délocalisations industrielles, l'augmentation du chômage et des déficits.

La monnaie unique à partir du traité de Maastricht et des ses critères de convergence a ensuite hypothéqué la compétitivité à l'exportation de la France. Cette dernière a largement contribué à l'augmentation du chômage, du déficit commercial, de la dette et à une [déindustrialisation massive](#).

Les élargissements inconsidérés de l'Union Européenne ont alors fait entrer dans la zone de libre échanges des états à très bas salaires mis en compétition avec ceux ayant des salaires plus élevés. De plus des paradis fiscaux embarqués au passage permirent les fameuses « optimisations fiscales » des multinationales qui ne paient ainsi presque plus d'impôts là où elles font leur chiffre d'affaire.

Ces baisses de revenus pour les états contribuant à leur tour aux déficits et à la dette.

Durant toutes ces années, lors de chaque élection du parlement européen, on entend les mêmes antiennes « Une autre Europe », « Pour une Europe sociale », « l'Europe qui protège » ou « Il faut plus d'Europe ». Le scrutin, passé, rien ne se passe évidemment et on repart pour 5 ans avec une même politique économique et budgétaire. Cette dernière est décidée par des individus non élus au sein de la technocratie Bruxelloise et à Francfort sous domination allemande (Voir [ici](#) la propagande européiste lorsqu'elle tente d'influencer les youtubeurs du [Fil d'Actu](#)).

L'Europe ne marche pas ?

C'est donc qu'il n'y a pas assez d'Europe !

L'ex dissident soviétique [Vladimir Boukovski](#) avait par ailleurs publié en 2005 un ouvrage prémonitoire intitulé « [L'Union Européenne, une nouvelle URSS ?](#) » [14].



Coté Français, les gouvernements qui se sont succédés depuis 2007 nous expliquent que puisque l'état est très endetté en se gardant bien d'expliquer quelles en sont les causes, alors il faut réduire les dépenses. Cela explique la politique de réduction drastique des services publics, hôpitaux qui ferment, suppression de lignes SNCF, désertification provinciale, casse du droit du travail, des retraites, etc.

N'oublions pas également les privatisations scélérates d'entreprises publiques très rentables dont les investissements initiaux ont été financés par les Français, sociétés d'autoroute, ADP, Française des jeux, ENGIE, etc...

Ajoutons à ce sombre tableau les cadeaux fiscaux faits aux entreprises (CICE) ou au capital (Suppression de l'ISF, Flat tax, ...) sous prétexte d'amélioration de la compétitivité, mondialisation oblige. Cadeaux qui vont directement dans la poche des actionnaires et qu'il faut financer en prélevant encore plus de taxes sur l'ensemble de la population et en particulier sur les moins aisés.

*Reconnaissons toute l'élégance du système mis en place :
l'évasion fiscale légale couplée aux cadeaux fiscaux induit un enrichissement fabuleux de l'oligarchie. Les fortunes ainsi accumulées sont alors en partie prêtées aux états pour couvrir leurs déficits moyennant intérêts. Chaque année, les français paient ainsi environ cinquante milliards d'agios sur la dette publique qui vont directement dans la poche des plus fortunés !*

Mais le pire était à venir.

Un premier coup d'état eu lieu en 2008, un second fut organisé en 2017 avec l'élection de Macron. Ce ne sont pas des paroles gratuites car [la situation a été caractérisée avec ces mots par le juriste Régis de Castelnau](#).

Cette élection fut gagnée grâce au [soutien massif des amis oligarques français de Macron et de leur presse « privée »](#) [15].

Le normalien [Juan Branco](#) a dévoilé les détails de toute l'histoire dans son ouvrage indispensable « [Crépuscule](#) » [16]. Il dénonce en particulier les liens de proximité antérieurs au scrutin de Macron avec les milliardaires [Xavier Niel](#) (Free) et [Bernard Arnault](#) (LVMH), mais également toute la longue liste des membres contributeurs de la caste (*) tels les Attali, Minc, Jouyet, Descoings, etc.

Après cette élection volée, Michel Onfray avait trouvé la juste formule : « *Les loups sont entrés dans Paris* » (vidéo [ici](#)).

(*) Citons au passage les travaux des sociologues [Pinçon-Charlot](#) (interview [ici](#)) et du journaliste [Laurent Mauduit](#) sur les mécanismes de reproduction de la classe dominante.

En échange de son élection, la politique de Macron est ainsi tournée à 100% au profit de ceux qui ont utilisé leur [puissance financière et médiatique](#) [15] pour le faire élire. Le deal initial est donc parfaitement respecté par le président élu certes légalement mais sans légitimité.

« *Qui paie l'orchestre choisit la musique* ».

Le citoyen de base n'a eu droit qu'à un storytelling associé à des mots clés tels que « Nouveau monde », « Au dessus des partis », « Pensez printemps », etc
Par ailleurs, on ose faire culpabiliser le peuple sur la dette que l'on va laisser à nos enfants. Alors que les causes de cette situation sont le résultat de la politique menée depuis 40 ans par les donneurs de leçon.

On rappellera à toutes fins utiles que le [système bancaire et monétaire](#) [4] mis en place à la fin de la guerre ([circuit du trésor](#)) a permis en moins de dix ans non seulement de reconstruire mais aussi de résorber une dette de 200% du PIB dans un pays détruit par le conflit !

Contrairement à la situation actuelle, ce système était mis entièrement au service de l'état et non pas d'intérêts privés.

(Voir interview de Jacques Sapir [ici](#)).

Gilets jaunes : la fin du consentement

La population, peu au fait des considérations économiques et géopolitiques est depuis longtemps manipulée par la classe politique et les médias dans le cadre de la « fabrication du consentement » citée précédemment.

Selon Emmanuel Todd et sa [typologie des systèmes familiaux](#), la majorité de la population française est de type [nucléaire égalitaire](#). Contrairement au modèle anglo-saxon, la population française n'accepte pas les inégalités, on retrouve d'ailleurs ces notions racines dans le slogan de la révolution « Liberté, Égalité ».

Dès lors où les inégalités deviennent insupportables, la population se révolte contre ses dirigeants comme en 1789, 1830, 1848 et 1870, voir la conférence de [Régis Chamagne](#) de mars 2019 [ici](#) [17].

Après quarante années d'alternance droite/gauche, le peuple a ainsi constaté que sa situation se dégradait sans interruption malgré les promesses électorales. Il observe que le chômage ne cesse de progresser, que les salaires baissent et que les impôts augmentent alors qu'en face, les ultras riches ne cessent d'accroître leurs fortunes.

*Novembre 2018 marqua donc en France le début de **la fin du consentement**.*

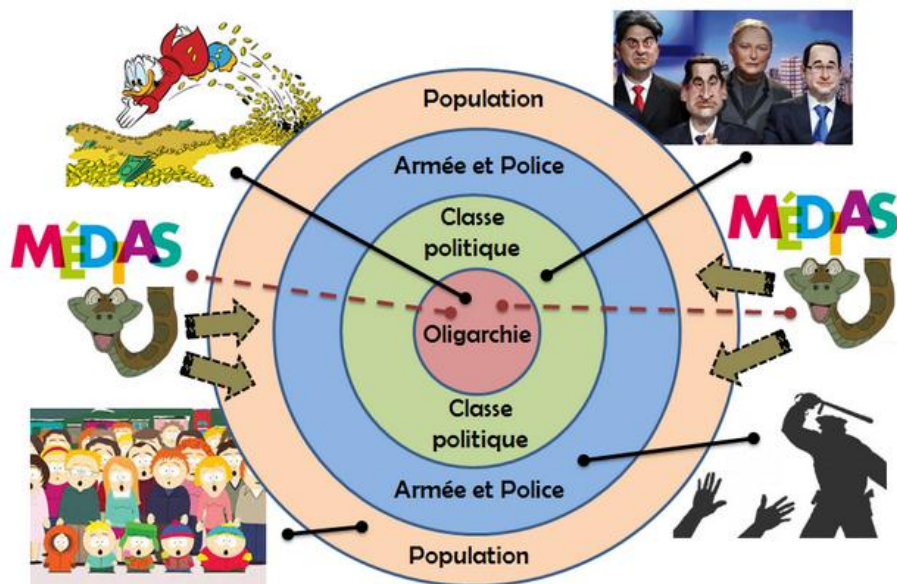
La population ayant enfin compris l'imposture du néolibéralisme a donc décidé de descendre dans la rue en endossant un gilet jaune, symbole d'urgence absolue. Ces derniers étaient cette fois bien décidés à aller au bout de la démarche et à ne pas libérer le terrain avant d'avoir obtenu gain de cause. Ce mouvement, le plus important depuis mai 1968 présente la particularité unique de s'inscrire dans la durée.

La force du mouvement est d'être sans leader, ce qui lui permet de rester indépendant et non aisément manipulable par la classe politique.

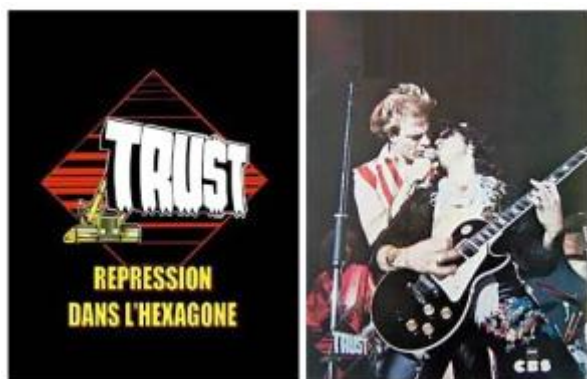
Il a été à de multiples reprises déjà affirmé sur ce site que Macron était [le plus dangereux des onze candidats](#) à l'élection de 2017. Ce dernier se retrouvant devant une crise politique majeure, nous allions en avoir une cuisante confirmation.

La réaction du régime Macron : répression dans l'hexagone

Le schéma ci-dessous illustre le système de [protection du pouvoir oligarchique](#) [8] à travers plusieurs cercles concentriques :



L'oligarchie au centre est protégée par le pouvoir politique qui lui est inféodé. La population est manipulée par une propagande médiatique massive qui lui fait croire que le pouvoir est à son service. Lorsque cette propagande ne fonctionne plus, la police et l'armée -sur ordre du pouvoir- interviennent pour réprimer dans la violence toute manifestation populaire.



Lorsque le [groupe Trust](#) intitula par provocation sa tournée 1980 « Répression dans l'hexagone », il ne se doutait pas qu'un-demi siècle plus tard on allait vivre une véritable répression d'état comme jamais vue en France depuis la [Commune en 1870](#), au seul bémol que l'on évita cette fois de tuer des manifestants.

Le mouvement populaire des [gilets jaunes](#) a donc démarré spontanément en octobre 2018. D'abord ignoré par le régime, ce dernier finit par prendre conscience de l'ampleur du mouvement, de la détermination des manifestants et surtout du soutien de la majorité de la population. Ses [revendications](#) étant inacceptables pour le régime, il décida d'utiliser absolument tous les moyens à sa disposition pour le détruire.

On tenta d'abord de le discréditer à travers les éditocrates des médias soumis qui -sans quitter leurs bureaux- désinformèrent d'une manière outrancière. Les gilets jaunes étaient d'extrême gauche, puis d'extrême droite, ils étaient violents, antisémites, racistes, xénophobes, etc...

Sans résultats dans l'opinion, notre petit Staline a alors lâché son ministre de l'intérieur bas de plafond lui enjoignant de cogner dur. On eut alors droit à un déchaînement de violences policières qui fit se retourner dans sa tombe le talentueux [préfet Maurice Grimaud](#) de la période mai 68.

Tous les coups furent permis sauf d'aller jusqu'à la mise à mort du manifestant. Sur ordre du ministère de l'intérieur, nous assistâmes aux gazages massifs de foules nassées, aux matraquages de citoyens et citoyennes de 7 à 77 ans et bien sur à l'utilisation massive et systématique, en particulier par les nervis de la [BAC](#), des fameux LBD40 et autres grenades de désencerclements gravement mutilants.



Encore une fois, les médias dominants évitent de dévoiler les réalités de terrain, et ce sont les réseaux sociaux et autres journalistes indépendants qui dénoncèrent les violences d'état par ailleurs [condamnées par l'ONU](#) !

Voir l'excellent documentaire « Gilets Jaunes, une répression d'état » [ici](#) [18].

Citons également le travail du journaliste [David Dufresne](#) et celui du syndicaliste [Alexandre Langlois](#) que le gouvernement a [tenté de faire taire](#). Le premier a effectué un décompte détaillé de toutes les exactions ultra-violentes de la police ([ici](#)), le second a dénoncé de l'intérieur la politique de répression systématique ([ici](#) et [ici](#)).

On vit ensuite deux tentatives « d'enfumage » avec l'allocution télévisée calibrée au millimètre ([ici](#)) du 10 décembre 2018 où Macron a lâché quelques miettes puis avec l'imposture du grand débat. Ce dernier n'était qu'une manœuvre dilatoire permettant une nouvelle série de logorrhées présidentielles, voir la réaction cinglante de l'économiste Frédéric Lordon ([ici](#)) maladroitement invité à ce débat.

Dans notre pays, contrairement aux autres nations occidentales, le parquet judiciaire présente la particularité d'être aux ordres du gouvernement, il n'est donc pas indépendant.

Le parquet a donc reçu des instructions claires pour matraquer judiciairement le maximum de manifestants arrêtés sans motifs par la police (voir [ici](#), [ici](#)), ces abus de pouvoir ont été [dénoncés par de nombreux avocats](#) de terrain. On a également plusieurs exemples de journalistes intimidés par la justice, voir le cas de Brice [ici](#) ayant subi 86 heures de garde à vue abusive dans des conditions ignobles.

Écoutons pour finir l'avocat [Régis De Castelneau](#) :

« ... (Une) répression de masse, policière et judiciaire s'est abattue sur les gilets jaunes, à coups de violations des libertés fondamentales, de procédures illégales, et d'instrumentalisation cynique de la justice. »

Pour le dernier carré de ceux qui n'avaient pas encore compris, le moins que l'on puisse dire est que Macron a montré son vrai visage lors de sa gestion liberticide et violente de la crise des gilets jaunes...

Conclusion

Nous venons de voir que la construction européenne néolibérale associée à l'OTAN est à l'origine un processus de domination américaine pour l'Europe de l'ouest. Cette construction supranationale présente les caractéristiques d'une secte car on y entre assez facilement mais on en sort difficilement. La monnaie unique et l'UE avec son principe de concurrence libre et non faussée sont les principales sources des maux qui frappent la population depuis un demi-siècle.

Paradoxalement le véritable point de départ de cette politique néolibérale fut effectué sous un gouvernement socialiste.

Les thuriféraires de la construction européenne ont un comportement quasi religieux en relation à leur croyance aux bienfaits du néolibéralisme associée à une union des peuples européens. Cette prétendue union n'a pour but que de les asservir aux marchés et donc à l'oligarchie qui a réussi l'exploit en 2017 de porter à la présidence de la République un de leur représentant.

La population française a atteint un point de rupture fin 2018 et dans sa grande tradition historique a décidé de le faire savoir dans la rue. Malgré une presse aux ordres qui dénigre le mouvement et une répression stalinienne du régime, le mouvement perdure dans le temps.

A cette date, personne ne peut prévoir ce qui en sortira, cependant les revendications des gilets jaunes n'auront une chance d'être satisfaites qu'à partir du moment où la France aura retrouvé sa liberté de mouvement en sortant de la tripléte mortifère : UE, Euro, OTAN.

Même si la structure oligarchique semble parfaitement verrouillée, la manipulation médiatique fonctionne de moins en moins et on peut espérer qu'un front de l'opposition à l'europhisme se constitue afin de faire tomber le système. La France ayant recouvré sa souveraineté pourra alors enfin appliquer une politique inspirée par celle du CNR dans l'intérêt de la nation.

La seule question est de savoir si l'on sortira d'une manière pacifique par un choix souverain ou si l'on subira l'explosion de ces institutions avec de gros dégâts à la clé.

Liens

- [1] Interdit d'interdire sur [RT](#) : Gilets jaunes : où en sommes-nous ? – Vidéo [ici](#).
- [2] [De Jeanne d'Arc à l'atlantisme européiste, 600 ans de trahisons des élites françaises](#) (sur ce site)
- [3] « [J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu](#) » – Philippe De Villiers (Fayard 2019)
- [4] [Le « circuit du trésor » détruit par l'oligarchie au profit du « circuit de la dette », retour sur la loi de 1973](#) (sur ce site)
- [5] [L'histoire de la construction européenne, 40 ans de trahisons et d'erreurs, résultat : l'effondrement a commencé avec le Brexit ...](#) (Agoravox)
- [6] « [Le moment est venu de dire ce que j'ai vu](#) » – Philippe De Villiers (2015)
- [7] [La guerre contre la finance, il faut scinder les banques !](#) (sur ce site)
- [8] [Petit guide de survie intellectuelle au royaume de l'oligarchie et de l'état profond](#) (sur ce site)
- [9] [Le testament de Maurice Allais](#) – Site Olivier Berruyer, [www.les-crisis.fr](#)
- [10] [Affaire Alstom, haute trahison caractérisée pour l'ex-président Hollande \(avec la complicité de Macron\)](#) (sur ce site)
- [11] [Jean-Claude Junker et les \(CAC\) 40 voleurs](#) (sur ce site)
- [12] « [Souveraineté, démocratie, laïcité](#) » – Jacques Sapir (2016)
- [13] [Les 4 cas de haute trahison commis par l'ex président Sarkozy](#) (sur ce site)
- [14] [L'Union européenne, une nouvelle URSS ?](#) – Vladimir Boukovski (2005)
- [15] [Qui contrôle les médias, contrôle les cerveaux...et les bulletins de vote !](#) (sur ce site)
- [16] « [Crépuscule](#) » – Juan Branco (2019)
- [17] [Conférence Régis Chamagne en 03-2019](#) « Gilets Jaunes et Histoire de France »
- [18] [Gilets Jaunes, une répression d'État](#) – [Street Press](#)

Dernière mise à jour : 12/06/2019

Adresse de cet article :

<https://zevengueur.wordpress.com/2019/06/09/gilets-jaunes-contre-oligarchie-et- peste-bleue-genealogie-dune-guerre-ouverte/>

Blog source :

<https://zevengueur.wordpress.com/>